

Sarah FARHI

Maître de conférences en droit privé à l'Université de Toulon

 @sarahfarhi2

 sarah.farhi@univ-tln.fr



SPÉCIALISTE DE LA FIDUCIE, DES CONTRATS SPÉCIAUX ET DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

- 2015 Grand prix triennal Jean BASTIN**, récompense de thèse internationale et pluridisciplinaire, décernée par le fonds scientifique Bastin, Bruxelles.
- 2014 Qualification aux fonctions de maître de conférences** par le Conseil National des Universités, section 01.
- 2013 Doctorat en droit privé et sciences criminelles**, « *La fiducie-sûreté et le droit des entreprises en difficulté – Étude de l'efficacité du mécanisme* », ss. la dir. du Pr. P.-M. LE CORRE, soutenu le 11 déc. 2013 à l'Université Nice Sophia Antipolis, mention très honorable avec félicitations du jury – Publiable en l'état.
- 2009 Master 2 Droit privé et sciences criminelles**, Université Nice Sophia Antipolis, mention bien.
- 2008 Master 1 Droit privé et sciences criminelles**, Université Nice Sophia Antipolis, mention bien.
- 2007 Licence Droit et sciences politiques**, Université Nice Sophia Antipolis, mention assez bien.
- 2004 Baccalauréat série ES**, académie de Nice, mention assez bien.

PARCOURS PROFESSIONNEL

Depuis le 3 mai 2019 **Élue directrice adjointe du Centre d'Études et de Recherche sur les Contentieux – EA 3164 – Réélue le 27 février 2024.**

- Depuis le 1^{er} sept. 2014** **Maître de conférences** à la Faculté de Droit de Toulon.
- Sept. 2013 – Août 2014** **ATER**, UFR droit, Université Nice Sophia Antipolis.
- Sept. 2010 – Août 2013** **Contrat doctoral avec monitorat**, UFR droit, Université Nice Sophia Antipolis.
- Sept. 2009 – Août 2010** **Chargée de travaux dirigés vacataire**, UFR droit, Université Nice Sophia Antipolis.
- Janv. 2009 – Juin 2009** **Tutrice pour les étudiants de Licence 1**, UFR droit, Université Nice Sophia Antipolis.
- Avril 2008 – Août 2008** **Stagiaire** au sein du cabinet d’avocat de M^e M. CASTELLO, avocate au Barreau de Nice.

PUBLICATIONS

Ouvrages individuels

1. *Droit des contrats spéciaux*, 5^e éd., coll. memento, Gualino, sept. 2023 (6^e éd. à paraître) ;
2. *Les procédures collectives*, 3^e éd., coll. Droit en poche, Gualino, janv. 2022.
3. *Fiducie et droit des entreprises en difficulté – Étude de l’efficacité du mécanisme*, thèse, Bibli. droit des ent. en diff., préf. P.-M. Le Corre, tome 6, L.G.D.J., juin 2016.

Direction d’ouvrages collectifs

1. *Covid-19 et Droit*, Actes du colloque virtuel, ss. la dir. de P. OUDOT et S. FARHI, coll. Chemins de pensée, Ovidia, en cours de publication.
2. *Pratique(s) et enseignement du droit*, Actes du colloque, ss. la dir. J.-J. SUEUR et S. FARHI, coll. Contextes et culture du droit, L.G.D.J., décembre 2016.
3. *Un art, un droit, une question : tryptique juridico-artistique*, Actes du colloque, ss. la dir. D. BOUSTANI, D. CHABRI, M. COMBE, S. FARHI, M.-C. LASSERRE, l’Harmattan, 2014.

Articles dans des ouvrages collectifs et des revues à comité de lecture

1. « Les échappatoires de la banque créancière à la logique de protection de l’entreprise en difficulté », in *Banque et droit des entreprises en difficulté*, colloque Aix-en-Provence, 10 nov. 2023, à paraître à la Revue des Procédures collectives de mai 2024.

2. « Tokenisation, jetons utilitaires et période d'observation », in *Le droit des entreprises en difficulté à l'épreuve des actifs numériques*, colloque Université Sorbonne Paris Nord, 12 oct. 2023, *Revue des Procédures collectives*, nov. / déc. 2023, n° 6, p. 78.
3. « La convention de mise à disposition fiduciaire et le droit des contrats en cours », in *Les 15 ans de la fiducie – Bilan et perspectives de réforme*, colloque Université d'Orléans, LexisNexis, juil. 2023.
4. « Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises - L'avènement d'un droit moderne des entreprises en difficulté », in *Les grandes lois de la V^e République*, H. Bouillon, R. Bueb et B. Lapérou-Schneider (ss. la dir.), coll. Droit et Science Politique, Mare&Martin, janv. 2023.
5. « Actifs numériques, blockchains et cessation des paiements », in *L'effervescence du droit des affaires au XXI^e siècle - Mélanges en l'honneur du Pr. A. Martin-serf*, C. Lebel, P. Nabet, P. Roussel-Galle et V. Thomas (ss. la dir.), Bruylant, sept. 2022, p. 407.
6. *Fiducie*, Chapitre in *Lamy Patrimoine*, 2022.
7. « La fiducie-sûreté dans la réforme du droit des sûretés du 15 septembre 2021 », *Revue Lamy Droit civil*, janvier 2022.
8. « Fiducie, blockchain et smart contracts », *Revue Lamy Droit civil*, septembre 2021, n° 195, p. 42.
9. « Les évolutions du régime de la fiducie-sûreté dans le projet de réforme du droit des sûretés », *Revue Lamy Droit Civil*, juillet/août 2021, n° 194, p. 18.
10. « Covid-19 et droit des entreprises en difficulté : la métamorphose », in *Colloque virtuel Covid-19 et Droit*, Toulon, C.E.R.C., Ovadia, coll. Chemins de pensée juridique, 30 septembre 2021, p. 169.
11. « Les fiducies : nouvelles alliées de la gestion sociétaire », in *Rencontres multicolores autour du droit : Mélanges en l'honneur du Professeur Deen Gibirila*, Presses de l'Université de Toulouse Capitole 1, mai 2021, p. 113.
12. « La fiducie-sûreté et l'avant-projet de réforme du droit des sûretés », *Revue générale du droit*, Chronique de droit civil, 2021.
13. « L'article R. 624-5 du Code de commerce et le juge-commissaire », *Gaz. Pal.*, 4 février 2021, n° 5, p. 12.
14. « Réforme de la procédure civile : les incidences sur les procédures collectives », *Gaz. Pal.*, 5 mai 2020, n° 17, p. 14.
15. « La conversion de créances en titres de capital lors d'une procédure collective », *Rev. Pro. Coll.*, janvier 2019, n° 1, étu. n° 3.
16. « Trust et droit français : les petits pas du législateur », *Gaz. Pal.*, 20 mars 2018, n° 11, p. 12.
17. « Fiducie-sûreté et droit des entreprises en difficulté – Dix questions réponses », *Gaz. Pal.*, 16 janvier 2018, n° 2, p. 81.

18. « L'interdisciplinarité dans l'enseignement du droit », in *Colloque Pratique(s) et enseignement du droit*, coll. contextes et culture du droit, LGDJ, 2016.
19. « Trust anglais et fiducie française : à la croisée des utilisations ? », *Actualité du droit comparé, Bulletin de Droit Comparé CDPC / CNRS*, Semestre 1, 2015.
20. « Le banquier garanti par une fiducie-sûreté en cas de procédure collective », in *Colloque Contentieux bancaires et procédures collectives*, Bruylant, 2014.
21. « L'article 700 du CPC et l'équité », *Rev. Dr. et Procédure*, mars 2014, n° 3, p. 54.
22. « Les sûretés échappant à la règle de l'arrêt des voies d'exécution », in *Colloque Mesures d'exécution et procédures collectives*, Bruylant, 2012.

Notes et commentaires dans des revues à comité de lecture

1. « Du passif exigible, de la cessation des paiements et du caractère litigieux d'une créance », note ss. Com., 22 nov. 2023, n° 22.19768 ; à paraître à : *Gaz. Pal.*
2. « De la déclaration des créances détenues par un fonds commun de titrisation », note ss. Com., 14 juin 2023, n° 21-25204, *Gaz. Pal.*, 19 sept. 2023, n°29.
3. « Clause de réserve de propriété et subrogation : verser les fonds n'équivaut pas à payer », note ss. Com., 14 juin 2023, n° 21-24815, *Gaz. Pal.*, 19 sept. 2023, n°29.
4. « Vérification des créances, instance en cours et dessaisissement du juge-commissaire », note ss. Com., 29 juin 2022, n° 21-10981, *Gaz. Pal.*, 18 avril 2023, n° 13, p. 22.
5. « La clause d'indemnité de résiliation et le régime des contrats en cours : une délicate conciliation », note ss. Com., 29 juin 2022, n° 21-11674, *Gaz. Pal.*, 18 avril 2023, n° 13, p. 19.
6. « De la dispense de revendication du propriétaire de meubles en cas de demande de restitution présentée avant le jugement d'ouverture », note ss. Com., 9 juin 2022, *Gaz. Pal.*, 30 août 2022, n° 26, p. 28.
7. « Le constat de résiliation de plein droit du bail par le juge commissaire : une procédure autonome », note ss. Com., 18 mai 2022, *Gaz. Pal.*, 12 juil. 2022, n° 23, p. 18.
8. « Pour compenser, il faut déclarer ! », note ss. Com., 2 mars 2022, *Gaz. Pal.*, 16 avril 2022, n° 14, p. 21.
9. « Expiration de la durée légale de la période d'observation et présentation du plan », note ss. Com., 16 juin 2021, *Gaz. Pal.*, 26 octobre 2021, n° 37.
10. « Retour vers le passé : de la rétractation de la promesse unilatérale de vente », comm. ss. Civ. 3, 23 juin 2021, *Revue Lamy Droit Civil*, septembre 2021, n° 195, p. 9.
11. « De la rétractation de l'offre de transaction en procédure collective », note sous Com., 20 janvier 2021, n° 19-20076, *Gaz. Pal.*, 23 mars 2021, n° 12, p. 19.

12. « Déclaration notariée d'insaisissabilité et liquidation judiciaire : la Cour de cassation poursuit la construction du régime », note sous Com., 7 oct. 2020, n° 19-13560, *Gaz. Pal.*, 1^{er} décembre 2020, n° 42, p. 24.
13. « La résiliation du bail d'habitation lors de la liquidation judiciaire du bailleur : la Cour de cassation se prononce enfin », note sous Com., 7 oct. 2020, n° 19.10685, *Gaz. Pal.*, 17 novembre 2020, n° 40, p. 20.
14. « Exercice par le liquidateur judiciaire des droits du débiteur dessaisi : attention à la clause compromissaire », note sous Com., 26 fév. 2020, n° 18-21810, *Gaz. Pal.*, 13 octobre 2020, n° 35, p. 68.
15. « Le diagnostic de performance énergétique n'est pas un diagnostic technique comme les autres ! », note sous Civ. 3, 21 novembre 2019, n° 18-23251, *Gaz. Pal.*, 14 janvier 2020, n° 02, p. 18.
16. « Clap de fin : pas de renvoi devant le Conseil constitutionnel pour l'article 1124 du Code civil », note sous Civ. 3, 17 octobre 2019, n° 19-40028, *Gaz. Pal.*, 10 décembre 2019, n° 43, p. 19.
17. « De la cohérence retrouvée, ou la rationalisation des voies de recours du débiteur contre le jugement relatif au plan de cession », note sous Com. 23 octobre 2019, n° 18-21125, *Gaz. Pal.*, 18 novembre 2019, n° 40, p. 15.
18. « L'apparence : nouvelle cause de réunion des patrimoines de l'EIRL en procédure collective », note sous Com., 6 mars 2019, n° 17-26605, *Gaz. Pal.*, 07 mai 2019, n° 17, p. 18.
19. « Retour vers l'efficacité : le droit de rétention immobilier en liquidation judiciaire », note sous Com., 30 janvier 2019, n° 17-22223, *Gaz. Pal.*, 19 mars 2019, n° 11, p. 23.
20. « Réalité juridique versus réalité économique : le groupe en procédure collective », note sous Com., 10 décembre 2018, n° 17-27947, *Gaz. Pal.*, 29 janvier 2019, n° 4, p. 23.
21. « Vente et crédit-bail : la résolution de l'un entraîne désormais la caducité de l'autre », note sous Mixte, 13 avril 2018, n° 16-21345, *Gaz. Pal.*, 22 mai 2018, n° 18, p. 27.
22. « Validité de la prolongation exceptionnelle de la période d'observation en dépit de l'opposition du ministère public », note sous Com., 13 décembre 2017, n° 16-50051, *Gaz. Pal.*, 17 avril 2018, n° 15, p. 64.

Interventions lors de colloques

1. « Les échappatoires de la banque créancière à la logique de protection de l'entreprise en difficulté », in *Banque et droit des entreprises en difficulté*, colloque Aix-en-Provence, 10 novembre 2023.
2. « Tokenisation, jetons utilitaires et période d'observation », in *Le droit des entreprises en difficulté à l'épreuve des actifs numériques*, colloque Université Sorbonne Paris Nord, 12 octobre 2023.

3. « La convention de mise à disposition fiduciaire et le droit des contrats en cours », *in* Colloque *Les 15 ans de la fiducie – Bilan et perspectives de réforme*, Université d'Orléans, 30 sept. 2022.
4. « Covid-19 et droit des entreprises en difficulté : la métamorphose », *in* Colloque virtuel *Covid-19 et Droit*, Toulon, 10 juillet 2020.
5. « Propos introductifs », *in* Colloque *Révision des lois bioéthiques et l'évolution de la conception de la personne humaine*, Toulon, C.E.R.C., 17 octobre 2019.
6. « Regards sur la Convention de LaHaye relative au trust et à la loi de finances rectificatives du 29 juillet 2011 », *in* Colloque *Le trust à l'épreuve du droit français*, Toulon, C.E.R.C., 3 mars 2016.
7. « L'interdisciplinarité dans l'enseignement du droit », *in* Colloque *Pratique(s) et enseignement du droit*, Toulon - C.E.R.C., 21 et 22 avril 2015.
8. « Propos introductifs », *in* Colloque *Un art, un droit, une question : tryptique juridico-artistique*, Nice - CERDP, 05 juin 2014.
9. « Le banquier garanti par une fiducie-sûreté en cas de procédure collective », *in* Colloque *Contentieux bancaires et procédures collectives*, Nice - CERDP / CRAJEFE, 10 avril 2014.
10. « Table ronde sur la fiducie et les procédures collectives », *in* Colloque *Les Entretiens de la sauvegarde*, 9^{ème} édition, organisé par l'IFPPC, Paris, 27 janvier 2014.
11. « Les sûretés échappant à la règle de l'arrêt des voies d'exécution », *in* Colloque *Mesures d'exécution et procédures collectives*, Nice - CERDP / CRAJEFE, 22 mars 2012.

RESPONSABILITÉS UNIVERSITAIRES

Responsabilités scientifiques

Directrice adjointe du C.E.R.C. - EA 3164 – Éluë le 03 mai 2019 – Réélue le 27 février 2024. Animation d'une équipe de recherche de 18 enseignants-chercheurs et d'une trentaine de doctorants.

Organisatrice de la semaine des conférences du CERC, octobre 2021.

Membre de l'équipe de rédaction de la Gazette du Palais, édition spécialisée Droit des entreprises en difficulté, depuis 2021.

Co-organisatrice du colloque en distanciel « covid-19 et droit : le système juridique à l'épreuve de la première vague », Université de Toulon, 10 juillet 2020.

Organisatrice de la journée d'études « *Le trust à l'épreuve du droit fiscal français* », Université de Toulon, 3 mars 2016.

Co-organisatrice du colloque « *Pratique(s) et enseignement du droit* », Université de Toulon, 21 et 22 avril 2015.

Organisatrice de l'opération « *Droit au Cœur – Toulon* » édition 2015 et 2016.

Co-organisatrice de la 2^{ème} édition du colloque des doctorants du CERDP, 2014.

Co-fondatrice et trésorière de l'association des étudiants et des anciens du centre d'études et de recherches en droit des procédures, de Août 2011 à Août 2014.

Co-organisatrice de l'opération « *Droit au Cœur – Nice* » édition 2010, 2011, 2012, 2013, 2014.

Responsabilités pédagogiques

Responsable pédagogique du Master I Droit des Affaires, campus de Toulon, UFR Droit, Université de Toulon – Depuis le 1^{er} septembre 2021.

Responsable pédagogique de la Licence 3, campus de Draguignan, UFR Droit, Université de Toulon – Depuis le 1^{er} septembre 2018.

Responsable du projet collaboratif des étudiants de Licence 3, campus de Draguignan, UFR Droit, Université de Toulon – Depuis le 1^{er} septembre 2018.

Membre de l'équipe pédagogique du D.U. Fiducie, Université d'Orléans, depuis 2021.

Directrice de mémoire de Master et de rapport de stage, Master Droit des affaires, Université de Toulon, 10 étudiants par an en moyenne, depuis 2018.

Responsabilités administratives

Directrice adjointe du C.E.R.C. – EA 3164 – Éluë le 03 mai 2019 ; Réélue le 27 février 2024.

Rédactrice du dossier d'autoévaluation du C.E.R.C. pour l'évaluation HCERES de la vague C (EA 3164). En l'absence totale de personnel d'appui à la recherche, rédaction complète des fichiers Excel relatifs aux données de caractérisation et de production de l'unité, corédaction du document d'autoévaluation, rédaction du portfolio, 2022.

Rédactrice de fiches de postes pour les recrutements d'ATER, d'enseignants-chercheurs titulaires et d'enseignants-chercheurs vacataires, depuis 2019.

Gestionnaire Sifac en client léger pour le budget du C.E.R.C., depuis 2019.

Webmaster du site internet du C.E.R.C., depuis 2019.

Expert HCERES, évaluation du cycle de Licence, établissement de la vague B.

Cours magistraux

Droit des obligations : théorie générale du contrat, Cours semestriel – 32h – Licence 2 – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Draguignan – Depuis 2015.

Contrats spéciaux, Cours annuel – 60h – Licence 3 – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Draguignan – Depuis 2014.

Droit de la propriété industrielle, Cours semestriel – 24h – Master 1 Droit des affaires – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – Depuis 2020.

Droit des sûretés, Séminaires – 20h – Master 2 Droit des affaires, parcours « *contrats et entreprise* » – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – Depuis 2019.

Droit des sûretés, Séminaires – 34h – Master 2 Droit des affaires, parcours « *droit de la banque* » – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – Depuis 2023.

Contrats spéciaux, Séminaires à destination des magistrats des tribunaux du Var – 15 h – DU Service Public de la justice Économique, Université de Toulon, depuis 2024.

Droit des entreprises en difficultés, I.E.J. – Université de Toulon, UFR Droit – Depuis 2014.

Droits des sûretés, I.E.J. – Université de Toulon, UFR Droit – Depuis 2014.

Droit du commerce international, Cours semestriel – 24h – Master 1 Droit des affaires – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – 2021.

Clauses contractuelles, Séminaires – Master 2 Droit des affaires, parcours « *contrats et entreprise* » – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – De 2016 à 2020.

Droit commun des sociétés, Cours semestriel – 30h – Licence 3 – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Draguignan – De 2017 à 2020.

Droit spécial des sociétés, Cours semestriel – 30h – Licence 3 – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – De 2017 à 2021.

Travaux dirigés

Droit des entreprises en difficulté – Master 1 Droit des Affaires – Université de Nice, UFR Droit – En 2013 et 2014.

Droit des obligations – Licence 2 – Université de Nice, UFR Droit – 2014.

Droit des sûretés et garanties du crédit – Licence 3 – Université de Nice, UFR Droit – En 2011, 2012 et 2013.

Droit des sociétés – Licence 3 – Université de Nice, UFR Droit – 2010.

Grands concepts du droit privé – Licence 3 – Université de Nice, UFR Droit – 2012.

Introduction au droit – Licence 1 – Université de Nice Sophia Antipolis, UFR Droit – En 2009, 2010, 2011.

Formations extérieures

Membre de l'équipe du DU « fiducie », Enseignement du module « Fiducie et procédures collectives », Université d'Orléans, depuis 2022.

Formatrice Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires – Session « *La fiducie-sûreté et les procédures collectives* », depuis 2022 ; Session « *Les actifs numériques et le droit des entreprises en difficulté* », depuis 2023.

Formatrice ENM – Session de formation « *actualités des procédures collectives* », Paris, 2022.

Formatrice pour les Magistrats du Tribunal de Commerce de Toulon, 15 heures, 2018.